

# Habitation/aménagement

## CAMPAGNE D'ACTION 500 LOGEMENTS SOCIAUX

### MOYENS ADOPTÉS EN 2004-2005

- ▶ Présenter à la population et aux gouvernements des projets d'unités de logement sociaux sur des sites favorisant l'établissement de familles et de ménages à faibles revenus
- ▶ Mobiliser la population et nos partenaires sur les projets de logements sociaux
- ▶ Maintenir une collaboration serrée avec l'arrondissement
- ▶ Approfondir nos connaissances sur l'aménagement et l'habitation

### Contexte

Les modifications profondes qui ont marqué le Plateau dans les dernières années ont eu entre autres effets de rendre de plus en plus difficile, sinon impossible, l'accès au logement pour les personnes à faible revenu, les familles et les personnes âgées. En 2004, on comptait 3 122 demandes pour un logement HLM par des citoyens du Plateau et plus de 800 ménages s'inscrivaient à la Coop Marianne.

### Rappel

**Aux États généraux du Grand Plateau de 2001**, ASGP a sensibilisé la population, les élus et les partenaires sociaux à l'existence de la crise du logement et à l'importance de développer rapidement du logement social pour répondre aux besoins des ménages à faible revenu du Grand Plateau. Un vaste consensus a alors été établi sur l'urgence de lutter contre la pauvreté et l'exclusion dans le secteur de l'habitation par la mobilisation des citoyens, des partenaires sociaux et des élus locaux pour atteindre l'objectif de la création d'au moins 500 logements sociaux, sur une période de 3 ans.

**L'assemblée régulière de novembre 2003** décidait de diriger plus particulièrement son intervention dans l'exploration systématique du territoire en ciblant tous les sites potentiels pour des projets de logements sociaux. En fait, il s'agissait d'occuper ce champ au même titre que les promoteurs.

Afin de soutenir la campagne des 500 logements sociaux, un soutien financier était octroyé à ASGP en avril 2004, pour une période de 2 ans, dans le cadre du Fonds de lutte contre la pauvreté-Contrat de ville.

**À l'assemblée générale de novembre 2004**, pour mener à bien la stratégie d'intervention à savoir la présentation de projets d'unités de logement social sur des sites ciblés, ASGP a résolument pris la voie de mobiliser les citoyens non seulement sur les revendications politiques mais aussi sur le développement de projets concrets dans le quartier. Cette orientation devait permettre d'obtenir à moyen terme des résultats plus probants en termes de développement de logement social sur le territoire.

## BILAN DE L'INTERVENTION 2004-2005

### La construction de logement social, c'est possible dans nos quartiers

Suite à plusieurs années de lutte, ASGP effectuait un ratissage systématique du territoire pour identifier des sites potentiels pour le logement social. Contrairement à la perception générale, les résultats ont mis en valeur de nombreux sites pour la construction d'au moins 500 unités. Par exemple, deux sites de propriétés publiques devraient être libérés d'ici deux à cinq ans. Dans un proche avenir, il se dégage ainsi un potentiel d'environ 300 logements sociaux. Sans oublier toute la zone manufacturière du Mile-End qui est redessinée depuis l'adoption du plan d'urbanisme. Cette approche terrain a repositionné le logement social sur le marché de l'habitation tant auprès des décideurs que de la population. La possibilité, bien

concrète, de réaliser du logement social a donné un nouveau souffle à la lutte qui s'est vérifiée par une véritable mobilisation des citoyens et citoyennes et des groupes communautaires. Aussi, grâce à ces mêmes travaux sur les sites, Atelier habitation Montréal a pu non seulement plaider pour conserver les 53 unités que la Ville destinait au Grand Plateau pour 05-06, mais le nombre d'unités a été augmenté à près d'une centaine. De plus, à la Table des élus locaux, le comité aménagement-habitation a présenté des projets sur des sites de propriétés publiques sur lesquels les élus municipaux et scolaires ont des prises plus directes. C'est un pas de géant, comparé à la rencontre de 2004, où régnait une certaine confusion sur la façon d'aborder le développement de logement social alors qu'il n'y avait pas de projets précis sur la table.

De plus, une bonne collaboration a été établie avec le Service d'urbanisme de l'arrondissement ce qui a permis de mieux situer notre travail en termes de précisions sur les pouvoirs et compétences des arrondissements et de la Ville de Montréal, de partage d'information sur des sites potentiels et des secteurs du quartier et sur les conditions (chapitre Plateau, règlements, programmes etc) entourant le développement des projets.

### **Le quartier est mobilisé**

Les citoyens et citoyennes et les groupes communautaires se sont mobilisés sur les revendications et ont manifesté, à travers plusieurs activités de la campagne pour les 500 logements sociaux, une présence constante et déterminée. Un comité de lutte composé de citoyens a été formé dès l'automne 2004 et un comité de requérants-tes a été constitué en 2005 par le Comité logement Plateau Mont-Royal. Aussi, les revendications locales ont été régionalisées par les liens resserrés avec le Front d'action pour le réaménagement urbain et le Regroupement des comités logements et des associations de locataires. Notamment, par la pétition et des revendications auprès de la Ville de Montréal sur la politique d'inclusion. De plus, au printemps 2005, la visite du quartier en autobus lançait la mobilisation sur les sites ciblés, rendant visible et publique, le potentiel existant sur le territoire pour la création de logements sociaux, ajoutant ainsi aux revendications politiques, la lutte autour de projets concrets sur le territoire. Toutes les activités publiques de la campagne ont fait l'objet de reportages et ont été couvertes par les médias locaux et à l'occasion, par les médias montréalais. La population locale a été bien informée des enjeux locaux et du potentiel pour le logement social.

### **Besoins d'investissements et de programmes ajustés à la réalité du Grand Plateau**

Toutefois, des obstacles importants sont toujours présents. Déjà lors des États généraux 2001, on constatait que malgré les unités allouées par le Service d'habitation de la Ville au Grand Plateau, elles pouvaient difficilement être réalisées en raison des coûts d'acquisition trop élevés (contexte spéculatif) sur le territoire ce qui rendaient les projets inadmissibles aux programmes existants. Une réflexion sur les programmes et des solutions aux investissements sociaux est donc à l'ordre du jour. Aussi, ASGP s'est joint aux revendications nationales du FRAPRU et RECLAQ pour que les autorités publiques (fédéral, provincial et municipal) se dotent d'une véritable politique de logement social.

## ACTIVITÉS 2004-2005

### DE L'IDENTIFICATION DE SITES POTENTIELS AU DÉVELOPPEMENT DE PROJETS CONCRETS EN LOGEMENT SOCIAL

#### Une exploration systématique du territoire

En août et septembre 2004, pour la première fois, le Grand Plateau a été systématiquement inspecté, identifiant tout potentiel pour le logement social. C'est près de 400 sites qui ont été répertoriés et des centaines de photos ont été produites. Ces sites et photos ont été ensuite classés par secteurs dans une cartographie incluant à la fois les sites potentiels et les caractéristiques sociales et environnementales attachées à chacun des secteurs.

Pendant la période automne/hiver 2004, les résultats de cette recherche ont été analysés selon des degrés de faisabilité. Près d'une cinquantaine de terrains vacants et d'immeubles à rénover ont été sélectionnés, plus particulièrement dans deux secteurs : la zone du vêtement dans le Mile-End et la zone Iberville dans l'Est du Plateau. En octobre 2004, s'est ajoutée la zone Papineau car la direction du service d'urbanisme de l'arrondissement se préoccupe du développement résidentiel dans cette zone, secteur faiblement bâti où pourrait se développer du logement social.

#### Des outils d'analyse, d'appropriation et de mobilisation sur les sites potentiels

Dès l'assemblée publique « 500 logements sociaux, c'est nécessaire et ça presse » de novembre 2004, le comité aménagement-habitation a présenté à 160 citoyens les travaux liés à la recherche terrain. En janvier 2005, un premier rapport sur les projets de logements sociaux synthétisait les résultats selon trois axes d'intervention : les sites potentiels, les zones de développement et la veille sur les édifices gouvernementaux, scolaires et les églises. Ce rapport, mis à jour régulièrement, présentait les sites les plus intéressants pour des projets d'unités de logement social et a permis un bon suivi de l'évolution de leur potentiel par Atelier habitation Montréal, en concertation avec les autres membres du comité aménagement/habitation.

Divers documents sur des sites ciblés ont été présentés et discutés comme lors de la rencontre de la Table des élus locaux du Grand Plateau (juin 2005), lors des réunions du comité conjoint ASGP-Service d'urbanisme de l'arrondissement (octobre 04, avril et mars 05) ou lors de la rencontre avec les commissaires scolaires du Grand Plateau (mai 2005).

#### Des projets concrets de logement sociaux

Deux projets ont franchi des étapes importantes, soit la **Coopérative Marianne** dont la construction a commencé et la **Maison de chambre Laval**, où une offre d'achat a été déposée par Atelier Habitation Montréal. À cet égard, Atelier habitation a commencé à chercher un groupe communautaire pour s'associer au projet.

Au printemps 2005, le comité aménagement/habitation a décidé d'établir une stratégie et un plan d'action visant des sites appartenant à la Ville, à l'arrondissement ou à la Commission scolaire de Montréal.

En avril 2005, le Conseil d'arrondissement du Plateau Mont-Royal annonçait son intention de transférer les activités de voirie de la cour De Mentana vers un autre site. ASGP envoyait alors une lettre à la mairesse de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal lui demandant de s'engager à ce que le site de la **cour de voirie Mentana** soit réservé pour le développement de logement social dès que les terrains seraient libérés. Une centaine d'unités de logement social pourraient y être implanté, dans un environnement propice à l'établissement de ménages à revenu modeste (familles et personnes âgées).

### **Le Garage de la Société de transport de Montréal (STM) (Fullum et Mont-Royal)**

ASGP a été informé que la STM, société para-publique, a prévu elle aussi de déménager ses activités, d'ici 2007 ou 2008. Les terrains disponibles auraient un potentiel de 232 unités de logements sociaux.

### **Parc immobilier de la Commission scolaire de Montréal**

Au printemps-été 2005, la commission scolaire réévaluait son parc immobilier. Le comité aménagement-habitation a fait des représentations auprès des commissaires scolaires locaux afin que le logement social soit inscrit comme une priorité advenant que la CSDM aurait à se départir de certains bâtiments ou terrains. L'exemple de la **cour Champagnat** a servi de modèle pour illustrer le potentiel de développement. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'encourager les fermetures d'écoles mais bien de garantir que, s'il y a développement de logements, ceux-ci soit du logement social et non du condominium, comme cela a été le cas par le passé.

### **Table des élus locaux du Grand Plateau sur le logement social**

C'est en juin 2005 que les trois sites cités plus-haut ont été officiellement proposés à la Table des élus locaux du Grand Plateau. Préalablement, chaque élu politique avait été rencontré individuellement (mai 2005) par des délégués du comité aménagement-habitation pour leur faire état de l'avancement des travaux de la campagne et les interpeller sur les revendications politiques (pétition) et les sites ciblés. L'objectif était de susciter des engagements des élus pour la réalisation, avec le milieu, d'unités de logement social sur les sites ciblés. Bien qu'il n'y ait pas eu d'engagements fermes au moment de la rencontre, la table des élus du 27 juin a été le prélude à des démarches subséquentes à l'automne 2005.

## **MOBILISATION CITOYENNE ET OCCUPATION DE LA PLACE PUBLIQUE**

Grâce à une campagne de mobilisation, soutenue tout au long de l'année par les membres du comité aménagement-habitation, l'objectif de faire des 500 logements sociaux un projet collectif a été atteint. On peut affirmer aujourd'hui que la lutte pour le logement social est belle et bien une lutte de quartier, où citoyens, groupes communautaires et partenaires sociaux se mobilisent, s'impliquent et revendiquent d'une voix commune.

La recherche sur la problématique habitation a servi de base au contenu des interventions et à la solidité des arguments du comité aménagement habitation tout au long de la campagne des 500 logements sociaux. La campagne a été officiellement lancée lors d'une **conférence de presse** en octobre 2004 où a été présenté le dossier noir du logement dans le Grand Plateau et où la population était invitée à une assemblée publique en novembre 2004.

### **Assemblée publique de mobilisation**

Le 16 novembre 2004, 160 personnes dont une grande partie de familles accompagnées de jeunes enfants, de membres des communautés culturelles et de personnes âgées, ont participé à l'assemblée publique de mobilisation qui a présenté le plan de la campagne de 500 logements sociaux d'ASGP. Madame Fotopulos, mairesse de l'arrondissement a ouvert l'assemblée. Les citoyens ont été invités à signer et à faire circuler la pétition pour soutenir les revendications auprès des décideurs politiques soit de nouveaux investissements fédéraux de 2 milliards par année pour le logement social, la reconduction de l'opération Solidarité 5 000 logements de la Ville de Montréal et l'appui du Conseil d'arrondissement dans ces diverses démarches. Lors de cette soirée, quatre-vingt personnes se sont inscrites pour participer à un comité de lutte pour le logement social, pris en charge par le Comité logement Plateau Mont-Royal.

## **Des citoyens mobilisés et des revendications politiques**

Pendant la période d'hiver 2005, le comité de lutte pour le logement social, soutenu par le Comité logement du Plateau Mont-Royal, a participé à des manifestations à l'échelle nationale. Le Comité logement a aussi coordonné l'opération pétition ayant un objectif de 10 000 signatures.

À l'assemblée régulière du 22 avril 2005, les membres ont pris position sur le projet de « la politique d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels » de la Ville de Montréal. Cette politique met l'emphase sur le logement abordable qui en fait exclut les populations à faible revenus et marginalise les besoins en développement de logement social. De plus, la Ville ne s'engageait pas, dans cette politique, à constituer une réserve de terrains pour le logement social.

Les membres adoptaient alors le mémoire <Plus le Plateau est IN, plus les locataires sont OUT > , présenté par le Comité logement du Plateau Mont-Royal, mémoire qui s'objectait fermement à l'adoption de cette politique. ASGP réclamait entre autres, que la Ville de Montréal <utilise exclusivement ses terrains municipaux actuels (voirie Mentana, par exemple) à des fins de développement de logement social>. En mai 2005, le Comité logement allait défendre cette position lors des consultations de la Ville sur la politique d'inclusion. À la même époque, une conférence de presse était organisée pour rendre publique la pétition de 11 761 signatures, dénoncer la politique d'inclusion de la Ville et relancer les élus politiques sur les revendications de la pétition.

## **Visite guide en autobus des sites ciblés et préparation d'une manifestation et fête populaire**

En mai 2005, le plan d'organisation d'une manifestation suivie par une fête populaire était produit par des membres du comité aménagement/habitation. En juin 2005, une tournée en autobus, à laquelle a pris part quatre-vingt personnes, comportait deux volets : soit une visite des HLM et coopératives du quartier et un tour des sites potentiels pour le développement de logement social.

## AMÉNAGEMENT/HABITATION

### CALENDRIER 2004-2005

#### **Août/septembre 2004**

- ▶ Analyse de la situation de secteur immobilier et du contexte urbanistique
- ▶ Développement d'outils de recherche et d'analyse
- ▶ Exploration terrain et cueillette des données sur les sites potentiels de développement de logements sociaux
- ▶ Rédaction première version du cahier thématique sur l'habitation

#### **Octobre 2004**

- ▶ Conférence de presse : Lancement de la Campagne 500 logements sociaux
- ▶ Première rencontre avec le Service d'aménagement urbain de l'arrondissement
- ▶ Production et diffusion du cahier thématique sur l'habitation
- ▶ Production et diffusion d'outils d'info et de mobilisation pour assemblée publique: bulletin et document Power Point
- ▶ Organisation et tenue de la conférence de presse qui lance la campagne 500 logements sociaux.

#### **Novembre/décembre 2004**

- ▶ Organisation et tenue de l'assemblée publique sur les 500 logements sociaux (160 personnes)
- ▶ Formation d'un comité de citoyens de 80 personnes suite à l'assemblée
- ▶ Lancement de la pétition 500 logements sociaux
- ▶ Étude et évaluation de sites potentiels (400)

#### **Janvier 2005**

- ▶ Production du Rapport d'étape –État de l'avancement des travaux sur l'analyse des sites potentiel
- ▶ Présentation du Rapport d'étape à l'assemblée régulière des membres du 28 janvier
- ▶ Réunion du comité aménagement habitation

#### **Février 2005**

- ▶ Rencontre avec la responsable à la Ville de Montréal du programme Fond de Lutte contre la pauvreté-Contrat de Ville et le conseiller en développement communautaire de l'arrondissement
- ▶ Pour préparation demande de subvention
- ▶ Rencontre avec le vicaire de la région sud Archevêché, région sud et son adjointe sur politique des églises du territoire.
- ▶ Rédaction de la demande de subvention Fond de lutte contre la pauvreté-Contrat de ville

#### **Mars/Avril 2005**

- ▶ Réunion du comité aménagement/habitation
- ▶ Rencontre avec le service d'urbanisme de l'arrondissement : sites de propriétés publiques en priorité
- ▶ Présentation par Atelier Habitation Montréal des sites potentiels ciblés aux responsables du programme habitation de la Ville de Montréal
- ▶ Lettre officielle envoyée à Madame Fotopulos pour revendiquer le développement de logement social sur le site de la Voierie Mentanna.
- ▶ Adoption du mémoire <Plus le Plateau est IN, plus les locataires sont OUT > en assemblée régulière d'ASGP du 22 avril.
- ▶ Dépôt de la mise à jour du plan d'action du comité aménagement/habitation : 3 axes d'intervention
- ▶ Présentation et dépôt du mémoire (avec cahier habitation) lors des consultations de la Ville de Montréal sur <L'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels>.

## **Mai 2005**

- ▶ Conférence de presse pour :  
Lancement public des résultats de la pétition.  
Dénonciation de la politique d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal.  
Interpellation des élus provinciaux et fédéraux pour le dépôt de la pétition aux gouvernements provincial et fédéral.
- ▶ <AUTOUR DES FAMILLES> manifestation au Parc Lafontaine 500 logements sociaux
- ▶ Production du Plan d'action- document de travail Fête de quartier
- ▶ Dépôt de la pétition au Conseil d'arrondissement du Plateau Mont-Royal
- ▶ Présentation du mémoire d'ASGP aux consultations sur la politique d'inclusion de logements abordables de la Ville de Montréal
- ▶ Dépôt de la pétition au Conseil municipal de Montréal
- ▶ Réunion du comité aménagement/habitation

## **Juin 2005**

- ▶ Rencontres individuelles de tous les élus locaux pour présentation des sites ciblés, des revendications de la pétition et échanges particuliers sur les sites sur lesquels ils ont une prise directe.
- ▶ Préparation et tenue de la visite guidée en autobus des 3 sites ciblés (dont Voierie Mentana, garage STM, parc immobilier de la CSDM), des coopératives et logements communautaires du Grand Plateau et les zones potentielles de développement.
- ▶ Réunion du comité aménagement/habitation
- ▶ Rencontre de la Table des élus locaux du Grand Plateau pour le logement social : présentation des trois axes d'intervention et des trois sites ciblés (Voierie Mentana, Garage STM et Cour d'école Champagnat )

# Sécurité alimentaire

## MOYENS ADOPTÉS EN 2004-2005

- Étendre le travail de concertation au Projet insertion sociale
- Compléter et partager le portrait des besoins et des ressources en dépannage alimentaire
- Élaborer un plan d'action visant à motiver l'alimentation chez les personnes âgées vivant seules

## BILAN DE L'INTERVENTION

Cette année, la concertation a largement contribué aux diagnostics, à l'élaboration des pistes d'action et à la validation du processus, et ce, autant en ce qui a trait au volet dépannage alimentaire qu'au volet personnes âgées.

## EN VOICI LES POINTS SAILLANTS :

### **Le commerce équitable peut-il servir de levier de développement pour la sécurité alimentaire de notre communauté?**

Ce questionnement résultant de la rencontre sur le commerce équitable fût ramené au forum sur le dépannage alimentaire. Les participants ont alors échangé sur les moyens d'élargir les retombées de cette consommation alternative au niveau local. Par exemple, utiliser le commerce des produits équitables pour soutenir le développement d'un Magasin-essentiel (un Magasin-essentiel comprend des produits alimentaires de base où les personnes et familles en situation d'urgence peuvent y faire une épicerie à coût symbolique). La Caisse Desjardins, Moisson Montréal et des organismes, présents à cet événement, ont d'ailleurs exprimé l'intérêt de s'impliquer dans l'éventualité qu'un projet soit élaboré à partir de cet objectif. Une première démarche exploratrice a été entreprise auprès d'Équita (Oxfam Québec). Cet organisme, fort intéressé au développement d'une initiative reliant la sécurité alimentaire et l'insertion sociale au commerce équitable, nous a informé des pistes d'action possibles, des limites et des ressources à notre disposition.

### **Un Forum en dépannage alimentaire; pour partager l'état de la situation, voir ce qui se fait ailleurs et trouver ensemble des moyens de développement.**

Un des points forts de ce forum est certainement l'intérêt démontré par des organismes et des institutions, auparavant plus éloignés de nos lieux de réflexion. C'est qu'en plus de réunir des membres de la concertation élargie, des participants au Projet Insertion sociale et des organismes en sécurité alimentaire, le forum a permis un rapprochement avec des paroisses, la Caisse populaire, Moisson Montréal, des citoyens et autres groupes d'intervention diverses.

Les échanges ont pu être alimenté d'une base de réflexion reprenant les constats issus de la tournée des paroisses (2003), du Projet Insertion sociale (2004) et de la concertation en sécurité alimentaire. Suite au partage du diagnostic, des pistes d'action ont été soulevé à la fois au niveau de l'urgence alimentaire mais également au niveau de l'insertion sociale et de la prévention. L'organisme invité, Multicaf, y a également contribué en faisant part des expériences vécues et menées dans Côte-des-Neiges.



## Constats résultant de ce forum

- **L'insuffisance des ressources pour répondre aux urgences alimentaires**

Malgré la présence de groupes offrant du dépannage, cette aide demeure extrêmement précaire. C'est que la grande majorité de ces groupes tentent de répondre aux urgences des populations qu'ils rejoignent sans en avoir les ressources essentielles, les obligeant ainsi à restreindre leur aide à une période et à une population limitées. On se retrouve alors avec une réponse fragmenté et incomplète.

- **Les ponts entre le dépannage et les alternatives en sécurité alimentaire**

Le dépannage se veut une porte d'entrée vers un réseau d'aide plus large. Une réponse ponctuelle considérée comme un premier pas vers une prise en charge. Pour ce faire, il faut renforcer un réflexe de référence entre les groupes de dépannage et les alternatives misant sur le développement d'habiletés et d'un réseau social. Les intervenants et bénévoles au dépannage devront donc être davantage outillés et informés des différentes ressources liées aux besoins des populations qu'ils rejoignent.

### **Des outils pour les aînés**

Les actions concernant la sécurité alimentaire des aînés ont été élaboré et réalisé conjointement avec la Table Alliances 3<sup>ème</sup> âge. On se rappellera que les groupes focus, en 2003, révélaient une alimentation insuffisante chez des personnes âgées vivant seules. Pour redonner le goût de cuisiner et d'utiliser les diverses ressources alimentaires, nous avons fait appel à l'expertise des aînés ayant développé des trucs pour faire face à cette situation. Ceux-ci les ont partagé lors d'ateliers d'échange au Projet Changement, au Santropol Roulant, au HLM Ste-Agnès et au HLM Drolet. Les trucs ainsi recueillis serviront à la réalisation d'un outil de sensibilisation destiné aux aînés plus vulnérables du Grand Plateau. Le sujet a suscité beaucoup d'intérêt de la part des intervenants, impliqués à cette démarche, et des 70 participants aux ateliers. Ces derniers demandent d'ailleurs à ce que l'outil leur soit transmis.

### **Autres retombées**

En plus de servir aux diagnostics et à la réalisation d'actions concrètes, les divers lieux d'échange (forum, Alliances, Comité en sécurité alimentaire et Projet insertion sociale) ont contribué à mieux faire connaître les ressources du quartier, ce qui a mené à des collaborations forts pertinentes pour les organismes et la communauté. Des exemples concrets; suite à une sensibilisation antérieure aux enjeux du Grand Plateau, la Caisse populaire a participé au forum sur le dépannage alimentaire, d'où elle a mentionné son intérêt au développement de pistes soulevées. Elle a d'ailleurs contribué à la poursuite des ateliers pour enfants des Cuisines collectives du Grand Plateau, y incluant un volet intergénérationnel avec le Projet Changement. Aussi, suite au forum, Moisson Montréal a réitéré son intérêt à développer des liens plus étroits avec la concertation du Grand Plateau. Mentionnons finalement que la Table de concertation en sécurité alimentaire Lac St-Jean organisera cet automne des activités à partir de la trousse scolaire « Un Monde Sans Faim », réalisée en 2002. Suite auxquelles elle nous fera part des retombées et commentaires à ce guide.

## Sécurité alimentaire Activités 2004-2005

Volet dépannage alimentaire	
Septembre 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontre de la concertation élargie sur le thème du commerce équitable : <i>Comment joindre les objectifs du commerce équitable aux besoins des personnes en situation précaire?</i></li> <li>• Recensement des ressources de dépannage alimentaire sur le Grand Plateau</li> </ul>
Octobre 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rédaction d'une base de réflexion reprenant les constats issus de la tournée des paroisses (2003) et des échanges au Projet insertion sociale (2004): <i>Besoins et ressources en dépannage alimentaire sur le territoire du Grand Plateau.</i></li> </ul>
Hiver 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontres de l'Archevêché de Montréal – Région sud pour informer des développements au dossier et mettre en place une stratégie de relance des paroisses.</li> <li>• Forum sur le dépannage alimentaire.</li> </ul>
Janvier 2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exploration des diverses initiatives de réseautage dans d'autres quartiers similaires.</li> </ul>
Printemps 2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontre avec Équita (Oxfam Québec).</li> </ul>
Mai 2005	
Volet alimentation des personnes âgées	
Octobre 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse de la situation à partir des résultats aux groupes focus (2003-2004)</li> </ul>
Novembre 2004	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partage du portrait de la situation et élaboration du plan d'action en collaboration avec Alliances 3<sup>ème</sup> âge</li> </ul>
Avril et mai 2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication d'intervenants et de comités de locataires dans l'organisation d'ateliers et dans la mobilisation des personnes âgées</li> </ul>
Été 2005	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ateliers d'échange au Projet Changement, au HLM Drolet, au HLM Ste-Agnès et au Santropol Roulant</li> </ul>

# Insertion sociale

## MOYENS ADOPTÉS EN 2004-2005

- Poursuivre le travail d'échange entre les groupes communautaires et les agents de la Sécurité du revenu
- Réaliser un outil de référence en y incluant des éléments de sensibilisation aux interventions des groupes
- Partager les constats et pistes d'action avec le milieu

## BILAN DE L'INTERVENTION

Depuis ses débuts en janvier 2004, le Projet insertion sociale a mobilisé plusieurs groupes communautaires et institutionnels dans sa lutte à l'exclusion sociale. À l'origine, le rapprochement entre les groupes et la Sécurité du revenu visait l'amélioration des références d'urgence par la réalisation d'un outil. Or, les échanges ont mis en évidence l'inéquation entre la réponse et les besoins liés à l'extrême pauvreté, particulièrement en ce qui a trait à la santé mentale, à l'alimentation et au logement. Face à ce constat, les participants au Projet ont priorisé l'utilisation de l'outil comme moyen de communication entre les référents et les ressources d'urgence. L'outil n'est donc plus une fin en soi (réponse immédiate aux besoins) mais plutôt un moyen d'améliorer la connaissance de chacun et ainsi mieux accompagner les personnes vers une aide appropriée. C'est dans cette optique que des conseils et informations pratiques à la référence ont été inclus à l'outil. Par ailleurs, bien que la concertation sur les besoins liés à l'extrême pauvreté ait alimenté le diagnostic du dépannage alimentaire, les enjeux référant à la santé mentale reste à approfondir; les groupes concernés ayant été plus absents tout au long du projet.

## Activités 2004-2005

Projet concerté visant l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation ou à risque d'exclusion sociale	
Août 2004	<ul style="list-style-type: none"><li>• Recensement des ressources d'urgence sur le territoire du Grand Plateau (santé mentale, alimentation et logement)</li></ul>
Décembre 2004	<ul style="list-style-type: none"><li>• Réalisation et diffusion de l'outil de référence auprès des agents de la Sécurité du revenu et des participants au projet</li></ul>
Janvier 2005	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rencontre sur le bilan et les perspectives du Projet avec les groupes communautaires et la Sécurité du revenu</li></ul>
Mai 2005	<ul style="list-style-type: none"><li>• Partage du portrait et des pistes d'action avec la nouvelle direction de la Sécurité du revenu</li></ul>
Mai et juin 2005	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mise à jour et rediffusion de l'outil de référence</li></ul>

# Portrait de la population et des problématiques locales

## Se doter d'outils pour promouvoir et défendre le développement juste et équitable du Grand plateau

### MOYENS ADOPTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2004

- ▶ Qu'ASGP finalise le portrait de la population du Grand Plateau.
- ▶ Qu'ASGP produise un document sur les enjeux sociaux en mettant à jour les recommandations des États généraux, sous l'éclairage des droits sociaux et économiques.
- ▶ Qu'ASGP assure la parution régulière du Bulletin de liaison et mette à jour le site WEB.

### CONTEXTE

Depuis plusieurs années, on observe une diminution du nombre des personnes à faible revenu, des familles et des personnes âgées dans la composition de la population du Grand Plateau. Aux États généraux de 2001 sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, on parlait d'un Plateau cassé en deux et on revendiquait des <Des quartiers pour tout le monde> . Une série de recommandations étaient alors lancées afin d'intervenir sur le développement social pour répondre aux besoins des personnes défavorisées de nos quartiers.

Comme à l'époque des États généraux, la perception publique persiste à l'effet que le Plateau serait dorénavant habité par une classe assez aisée et que la pauvreté, elle, se vivrait ailleurs, comme par exemple dans Hochelaga-Maisonneuve ou le Sud-Ouest. On constate aussi que certains investissements sociaux pour le développement social sont faibles comparativement à d'autres quartiers de Montréal, (par exemple le Fond de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du Contrat de Ville). Le fait que le territoire du Grand Plateau semble en voie d'enrichissement n'est donc pas sans impact sur les investissements publics que ce soit en termes social, éducatif, économique ou culturel. Ce dernier constat soulève la question des mesures employées pour évaluer la pauvreté dans les quartiers par les autorités politiques et administratives.

### BILAN DE L'INTERVENTION

#### « Un quartier en Noir et Blanc, pour un autre portrait du Grand Plateau » : un outil politique

Le postulat de départ de la recherche et de la conception du portrait était que la situation de la pauvreté est toujours présente, malgré d'indéniables bouleversements sociaux, démographiques et économiques qui ont touché le territoire mais qu'elle est cachée par de grandes moyennes statistiques. Cet objectif a été atteint par une démonstration statistique qui utilise une série d'indicateurs, précisément sélectionnés parce qu'ils révèlent la réalité de la pauvreté au Grand Plateau et conviennent à une analyse beaucoup plus fine des populations vivant sur le territoire. |

En effet, la majorité des portraits statistiques utilisent des grandes moyennes pour mesurer la pauvreté et en plus, ces indicateurs ne sont pas choisis en fonction de cibler la pauvreté qui se vit dans un milieu avec mixité sociale mais plutôt pour faire ressortir des zones de concentration de pauvreté. Pour illustrer ce propos, pensons à la mesure Pampalon qui détermine la répartition des investissements du Fonds de lutte – Contrat de Ville dans les arrondissements. L'indice Pampalon classe le Plateau parmi un des quartiers aisés de Montréal. Selon la carte de défavorisation matérielle, le Plateau est donc considéré comme ayant peu de besoins. La réalisation du document <Un quartier en noir et blanc du Grand Plateau> nous permet d'avoir un outil politique sur lequel nous pourrions baser des revendications visant à une meilleure représentation de la réalité des milliers de personnes qui vivent dans le Grand Plateau et qui sont statistiquement ignorées.

## Activités 2004-2005

Juillet 2004 à octobre 2004 : Analyse des données socio-démographiques et socio-économiques.

Octobre 2004 : Portrait préliminaire.

Nov-déc. 2004 : Rédaction des annotations, sélection de la cartographie et des tableaux.

Janvier 2005 : Portrait. première version.

Février 2005 : Révision et corrections par Convergence et par le groupe de travail.

Préparation d'outil d'animation et organisation de la session de validation.

Mars 2005 : Session de validation et de bonification du portrait par des représentants des tables sectorielles du Grand Plateau.

Choix d'un concept de présentation : <Un quartier en noir et blanc> et rédaction de l'introduction.

Avril 2005 : Production du portrait, version finale.

Avril 2005 : Lancement public du portrait.

Avril 2005 à juin 2005 : Diffusion de 150 copies du portrait aux membres, aux partenaires sociaux et aux élus locaux.

### **Cahier Habitation**

A l'automne 2004, le cahier Habitation était en voie de finalisation. La recherche et l'analyse qu'il contient constituent une base dans la poursuite des travaux du Comité aménagement/habitation d'ASGP ainsi qu'une source d'information dans la rédaction des outils de sensibilisation et de mobilisation dans le cadre de la campagne pour les 500 logements sociaux (communiqué de presse, document promotionnel, outils de formation etc). Le Cahier habitation a été lancé et diffusé en même temps que le portrait.

### **Cahier Itinérance**

À la rencontre du comité itinérance en février 2005, les membres du comité ont pris connaissance des premiers travaux réalisés dans le cadre de la recherche pour la rédaction du cahier. Après discussions et échanges, un membre du comité itinérance a été désigné pour réaliser le cahier.

### **Cahier sur la sécurité alimentaire**

La coordonnatrice du comité sécurité alimentaire a préparé le canevas pour la rédaction du cahier. La rédaction et la production du cahier sont inscrites au plan d'action 05-06 du comité sécurité alimentaire.

### **Cahier sur les personnes âgées**

La table de concertation Alliance troisième Âge a elle aussi programmé la recherche et la rédaction du cahier pour l'année 05-06. Le coordonnateur de la table a été désigné pour travailler avec ASGP à sa production.

# «Prêt du quartier»

## Une solution pour les personnes exclues du crédit traditionnel

Bon nombre de personnes à faible revenu n'ont pas accès au crédit «abordable». Très vulnérables, ces personnes n'ont pas les moyens de faire face à une dépense imprévue : électroménager, lunettes, etc. En situation d'urgence, elles risquent de recourir à diverses formes de crédit parallèle, qui peuvent souvent être très coûteuses. Par exemple, les magasins de type "louer pour acheter" et les prêteurs sur gage exigent des taux d'intérêt faramineux, pouvant atteindre respectivement 200 à 400 % par année. Sans compter les menaces dont les consommateurs font l'objet.

Depuis la fin de l'année 1999, Option consommateurs offre une solution aux consommateurs exclus du réseau traditionnel de crédit. Fondé sur la mobilisation locale, *Prêt du quartier* a pour mission de faire de l'éducation populaire et d'améliorer les conditions de vie des personnes à faible revenu habitant les quartiers centraux de Montréal. À cette fin, nous leur offrons des prêts et des consultations budgétaires. Ultiment, le projet facilitera leur intégration dans les réseaux traditionnels de crédit.

Nous disposons actuellement d'une somme de près de 53 000 \$ pour accorder des prêts. À ce jour, environ 115 prêts d'une moyenne de 580 \$ ont été accordés, pour une somme de près de 65 000 \$. De plus, environ 170 personnes ont participé des consultations budgétaires individuelles dans le cadre de leur demande de prêt. De ce nombre, 26.9 % avaient déjà fait faillite et 31 % avaient eu recours aux prêteurs sur gage.

En plus d'obtenir un prêt pour combler un besoin important, ces personnes ont notamment bénéficié d'un suivi régulier afin d'améliorer leur situation financière. Nous les avons également aidées, lorsqu'il y avait lieu, à négocier des ententes de remboursement avec leurs créanciers.

Les personnes qui désirent présenter une demande de prêt doivent avoir obtenu une référence d'un organisme communautaire. Les prêts, qui varient entre 200 et 800 \$, doivent être remboursés dans un délai maximum de 12 mois, à un taux d'intérêt annuel de 5%. Les personnes qui désirent bénéficier de ce programme doivent répondre aux critères suivants :

- être à faible revenu
- faire face à une dépense imprévue qui concerne un besoin important qui ne se répétera pas, notamment : électroménagers, meubles, outils permettant le retour au travail, matériel scolaire, lunettes, dentiste, etc.
- ne pas avoir accès au crédit traditionnel
- disposer d'une capacité de remboursement
- être membre d'une caisse populaire Desjardins ou souhaitez le devenir
- résider à l'intérieur du territoire desservi par Prêts du quartier, c'est-à-dire au sud du Boulevard Rosemont, à l'ouest de Pie IX, au nord de Notre-Dame et à l'est du Chemin de la Côte-des-Neiges.

Voici quelques exemples de prêts qui ont été accordés :

- Électroménagers ;
- Outils permettant d'effectuer un retour sur le marché du travail (ordinateur, livres, imprimantes ) et frais de formation ;
- Meubles et articles de maison ;
- Remboursement de certaines dettes non récurrentes ;
- Matériel scolaire, vêtements, lunettes, dentiste

«Prêt du quartier» est rendu possible grâce au soutien de Centraide et du mouvement Desjardins. Lors de la dernière année, nous avons obtenu une subvention ponctuelle de la Société d'habitation du Québec qui nous a permis d'aider des gens qui avaient accumulé des retards dans le paiement de leur loyer et qui étaient menacés d'éviction. Cinquante-quatre consommateurs nous ont contactés afin d'obtenir de l'information concernant notre programme de micro-crédit pour des problèmes reliés au logement. De ce nombre, nous en avons rencontré vingt et un en consultation budgétaire et neuf d'entre eux ont obtenu un prêt afin de régler un problème relié à leur logement. En 2004, nous avons octroyé 35 prêts au total, pour cette période, les sommes prêtées totalisaient un montant de 18 700.00\$. Nous avons reçu 51 nouvelles demandes de prêt.

Pour l'année 2005-2006, nous ne prévoyons pas de développement important. Le programme est stable et nous allons continuer à répondre à la demande en fonction des ressources disponibles.



## LISTE DES DOCUMENTS PRODUITS

### Automne/Hiver 2004

- ▶ Article pour le quotidien *Le Devoir*, publié le 15 juillet 2004
- ▶ Portrait exhaustif du **profil des prestataires de la sécurité du revenu** pour la période 1997-2003 déposé à l'assemblée régulière du 17 septembre 2004
- ▶ Premier **chapitre** thématique portant sur **le logement**, octobre 2004
- ▶ **Portrait préliminaire de la population du Grand Plateau**, distribué aux membres en octobre 2004
- ▶ Article sur la situation du logement et la campagne pour les 500 nouveaux logements sociaux pour le journal *Le Plateau*, publié en novembre 2004
- ▶ Bulletin d'information pour l'assemblée publique du 16 novembre 2004

### Printemps 2005

- ▶ **Un quartier en Noir et Blanc : pour un autre portrait du Grand Plateau**, avril 2005
- ▶ **Cahier <Seuils de pauvreté, seuils de faibles revenus>**, avril 2005
- ▶ **Cahier sur <L'habitation>**, avril 2005



## L'organisation en 2004-2005

### **Le Conseil d'administration**

Atelier éducation populaire  
Corpo communautaire Entre gens  
Halte la Ressource  
Maison d'Aurore  
Regroupement des cuisines collectives  
Resto Plateau

### **Comité aménagement/habitation**

Atelier Habitation Montréal  
CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal  
CLSC Plateau Mont-Royal  
Comité itinérance  
Comité logement du Plateau Mont-Royal

### **Comité de sécurité alimentaire**

Alliances 3<sup>ème</sup> âge  
CLSC Plateau Mont-Royal  
Cuisines collectives du Plateau Mont-Royal  
Groupe Ressource Plateau du Mont-Royal  
Maison d'Aurore  
Resto Plateau

### **Groupe de travail sur le portrait et les cahiers thématiques**

CLSC Plateau Mont-Royal  
CLSC Saint-Louis du Parc  
Comité multisectoriel Saint-Louis/Mile-End  
CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal  
Maison d'Aurore

#### **Avec la collaboration**

Ateliers habitation Montréal  
Centre d'action socio-communautaire  
Comité logement du Plateau Mont-Royal  
Plein Milieu  
Comité itinérance

## **PARTENARIAT**

### **Partenariat micro-crédit ASGP**

Option Consommateur, coordonne le comité  
Alerte Centre-Sud  
Action Solidarité Grand Plateau

### **Partenariat insertion sociale**

Centre local d'emploi-Sécurité du revenu  
Action Solidarité Grand Plateau

### **Coalition pour la préservation du site du Carmel**

Comité de citoyens  
Action Solidarité Grand Plateau

### **Comité directeur-Site du Carmel**

Mairesse de l'arrondissement Plateau  
CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal  
Action Solidarité Grand Plateau

## Sécurité alimentaire

### Rencontre sur le commerce équitable

Équiterre  
CLSC Plateau Mont-Royal  
Comité itinérance  
Éco-quartier Jeanne Mance  
Groupe Ressource du Plateau Mont-Royal  
Maison d'Aurore  
Resto Plateau  
Action Solidarité Grand Plateau

Carle Bernier-Genest (conférencier invité)  
Doris Allard  
Roger Ethier  
Valérie Koporek  
Louise Bergeron & Isabelle Christ  
Lorraine Decelles  
Ahmed Benbouzid  
Sophie O'Reilly

### Citoyens

René Beauchamp  
Viviane Blais  
Antonio Bourget  
Pierre D'amour  
Ana Domez  
Charles Gutknecht  
André Lemire  
Arthur Monplaisir

### Forum sur le dépannage alimentaire

Alliances 3<sup>ème</sup> âge  
Archevêché de Montréal – Région sud  
Armée du Salut  
Ateliers d'éducation populaire  
Caisse populaire du Mont-Royal  
Chantier d'Afrique  
Centre local d'emploi du Plateau  
CLSC Plateau Mont-Royal  
CLSC St-Louis du Parc  
Comité itinérance  
Cuisines collectives du Plateau  
Dîners-rencontres St-Louis-de-Gonzague  
Direction de la Santé publique  
Groupe Ressource Plateau Mont-Royal  
Halte la Ressource  
La Maison d'Aurore  
L'Hirondelle  
Moisson Montréal  
MultiCaf  
Paroisse Immaculée-Conception  
Paroisse Notre-Dame-de-la-Salette  
Resto Plateau  
Action Solidarité Grand Plateau

Jean-Marc Séguin  
Francine Tremblay  
James Drury  
Nancy Cantin  
Carolyne Cloutier  
Linda Lamarche  
Dannie Mailloux  
Doris Allard  
Hélène Langlois  
Roger Ethier  
Audely Duarte, Néné Dozo  
Véronique Hardy  
Jean-Pierre Narcisse  
Suzanne Deshaies  
Louise Bergeron & Isabelle Christ  
Normand Jarry  
Linda Carignan & Lorraine Decelles  
Richard Jara  
Marc Brulé  
Alain Landry  
Philippe de Maupeou  
Camille Doucet  
Ahmed Benbouzid & Marie Briand  
Sophie O'Reilly & Fulvia Spadari

### Citoyens :

Gerardo Barrios  
Charles Gutknecht  
André Lemire  
Suat Sezgi

**Projet sécurité alimentaire des aînés**

**Élaboration et réalisation du Projet**

Alliances 3<sup>ème</sup> Âge

Comité de sécurité alimentaire d'ASGP

**Mobilisation des aînés aux ateliers**

Comité des locataires du HLM Drolet

Comité des locataires du HLM Ste-Agnès

Office municipal de Montréal

Projet Changement

Santropol Roulant

Nathalie Morin

Line Chabot et Éric Billard

Marc Nisbet

**Organisation et animation des ateliers**

Alliances 3<sup>ème</sup> Âge

Action Solidarité Grand Plateau

Jean-Marc Séguin

Sophie O'Reilly

**Insertion sociale -Partenariat Sécurité du revenu et ASGP**

**Bilan de la démarche** (rencontre du 20 janvier 2005)

Action Solidarité Grand Plateau (Halte la Ressource)

Centre local d'emploi du Plateau Mont-Royal

Centre local d'emploi Lorimier

CLSC Plateau

Dîners-rencontres St-Louis-de-Gonzague

Groupe Ressource Plateau Mont-Royal

Maison d'Aurore

Maison de l'amitié

Petite maison de la Miséricorde

Resto Plateau

Action Solidarité Grand Plateau

Normand Jarry

Louise Rinfret

Sylvain Gagné & Linda Fournier

François Gignac

Jean-Pierre Narcisse

Isabelle Christ

Linda Carignan

Luke Martin

Danielle Piché

Ahmed Benbouzid

Sophie O'Reilly & Fulvia Spadari

**Élaboration des pistes d'action** (rencontre du 25 mai 2005)

Centre local d'emploi du Plateau Mont-Royal

Centre local d'emploi Lorimier

Action Solidarité Grand Plateau (Halte la Ressource)

Action Solidarité Grand Plateau

Dannie Mailloux

Dany Bouchard

Normand Jarry

Sophie O'Reilly & Fulvia Spadari





## Membres 2004-2005

Ateliers d'éducation populaire du Plateau	Groupe Ressources du Plateau Mont-Royal
Atelier habitation Montréal	Halte Garderie La Pirouette
Bureau du Vicaire Épiscopal\Rég. Sud	Halte la Ressource
Carrefour Justice et Foi	Institut Interculturel de Montréal
CDEC Centre-Sud\Plateau Mont-Royal	L'Hirondelle
Centre d'action socio-communautaire	Ma chambre inc.
Centre de lecture et d'écriture	Maison d'Aurore
Centre des Femmes du Plateau Mont-Royal	Maison de l'Amitié de Montréal
Centre formation sociale Marie Gérin-Lajoie	Maison des amis du Plateau
Cercle d'emprunt de Montréal	Option consommateur
Chantier d'Afrique du Canada (CHAFRIC)	Petite Maison de la Miséricorde
Chantier d'apprentissage optimal (CHAPOP)	Projet Changement
CLSC Plateau Mont-Royal	Regroupement aveugles et amblyopes Mtl
CLSC St-Louis du Parc	Regroupement des cuisines collectives
Convercité	Resto Plateau
Collectif Multifemmes	Sanctuaire du Très St-Sacrement
Comité itinérance du Plateau	Santropol Roublant
Comité logement Plateau Mont-Royal	Société de développement communautaire de Montréal
Corpo communautaire Entregens	Syndicat du CLSC Plateau Mont-Royal
Coopérative Olier	Syndicat du CLSC St-Louis du Parc
Centre orientation para-sociale immigrants	La 20' taine
Dîners Saint-Louis de Gonzague	YMCA du Parc